

la sécurité, le développement économique en faveur du nouvel aéroport), ce qui aura nourri la suspicion envers la technostructure, toujours regardée comme inapte à se laisser convaincre.

Il faut voir également que les positions pouvaient d'autant plus se radicaliser qu'il était difficile de se faire une idée totale et définitive du projet tant les arguments techniques dans tous les sens opposés paraissaient subtilement balancés. Chaque option présentait de graves inconvénients. March nul ! Dans ce contexte, les dogmes sont ressortis pour mieux appuyer les positions (dénonciation des illusions du monde productiviste, du conformisme gouvernemental) offrant à deux visions du monde, qui éprouvaient le besoin d'en découdre, l'occasion de s'affronter. Le projet d'aéroport se transformait alors en terrain d'affrontement sur une éthique, sur des valeurs qui sont les données les plus irréconciliables car elles donnent lieu à des demandes absolues et infinies.



Tout ceci aura durci le jeu de la démocratie. Et d'à-peu-près en à-peu-près, d'approximations en approximations, cette démocratie aura fui vers sa ligne d'horizon.

## Notre-Dame-des-Landes : du Larzac au zadisme

Sylvie OULTRAULT

Notre-Dame-des-Landes (NDDL), mobilisation emblématique des écologistes des années 2010<sup>1</sup> a rejoint les sites mythiques qui ont fait l'histoire du mouvement vert français : Creys-Malville, Plogoff, le Larzac, etc.<sup>2</sup> L'origine de l'écologisme s'est formée sur des sites de luttes contre des aménagements, surtout nucléaires. Dans les années 1970, ce trait dépasse les frontières nationales au point de penser que l'écologie en tant que contestation a pris son envergure sur la question nucléaire. Toutefois, on ne doit pas sous-estimer que les différentes formes de conflits pour préserver l'environnement ont aussi permis au mouvement social d'asseoir son histoire, ses modes d'action et d'alimenter sa pensée critique<sup>3</sup>. Depuis les années 2000, le mouvement écologiste est à la fois plus présent dans la société par une certaine reconnaissance de ses

1. HAYES G. et OULTRAULT S., « The French Environmental Movement in the Era of Climate Change: The Case of Notre-Dame-des-Landes », *Green Politics section, Panel on The National Politics of Climate Change – ECPR General Conference*, August 2011, Reykjavik, Iceland, (hashs-00794155).
2. OULTRAULT S., *Militier pour la planète : sociologie des écologistes*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008.
3. OULTRAULT S. et VALLABA B., « Sous les pavés, la Terre. Mobilisations environnementales en France (1960-2011), entre contestations et expertises », in PIGENET M. (dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France. De 1814 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2014, p. 716-723.

valeurs, par une mobilisation par le bas des citoyens qui se sont approprié nombre de normes de comportements environnementaux, de critiques de certaines dérives en matière de consommation – qui ont irrigué de nouvelles manières de produire ou un nouveau rapport aux choix de produits<sup>4</sup>. Parallèlement, les écologistes déplorent que nombre de dossiers ne soient pas pris sérieusement en compte, au sens que la mise sur agenda politique ne suffit pas à prendre des décisions en cohérence avec des urgences telles que le réchauffement climatique ou encore la protection de la biodiversité. Des sites d'aménagement peuvent prétendre réunir plusieurs intérêts : celui de la protection directe d'un territoire qui comporte des intérêts environnementaux, celui de la protection de la terre agricole et de la « ruralité » et puis évidemment, celui ensuite d'investissement de militants souvent jeunes, comme un lieu de contre-culture et d'expérimentation d'une société plus conforme à la protection de l'environnement, de la nature voire de la planète<sup>5</sup>. NDDL réunit tous ces aspects de la lutte, un site de lutte pour un territoire, et un espace d'expérimentation de nouvelles pratiques, voire de réunion afin de consolider une idéologie écologiste contemporaine.

Actuellement, NDDL a permis d'inventer une nouvelle manière de contester qui provient directement d'un acronyme, une zone à défendre (Zad). Le site est devenu emblématique d'un mode d'action, d'une forme d'occupation qui renvoie également à un type de militants, dont l'usage du nom est tombé dans le langage courant au point de ne plus être exclusivement renvoyé à NDDL. Citons la presse, ou encore un écrivain comme Houellebecq<sup>6</sup>. Cette lutte contre un aéroport a donc bien eu un effet sur la structuration du mouvement écologiste dans les années 2010 sur fond d'une

remise en cause de la lutte des ONG<sup>7</sup>, dont l'action est estimée trop timorée par les plus jeunes militants ou encore en raison de l'institutionnalisation du parti écologiste, en particulier, sous la présidence de François Hollande. Cette lutte s'est donc construite à la fois dans la grammaire des mouvements écologistes tout en insufflant une nouvelle donne dans l'écologie française, notamment en raison du répertoire d'action des militants s'opposant au projet d'aéroport<sup>8</sup>.

Dans cet article, on s'interrogera sur le phénomène des ZAD : en quoi renouvelle-t-il les modes d'action collectifs des écologistes ? Cette manière de lutter participe-t-elle à un renouveau de l'action militante des écologistes à l'heure d'un sentiment d'exclusion du mouvement social des procédures de décision<sup>9</sup> ?

Rappelons que les écologistes critiquent le peu d'accès aux processus de décision, en particulier lorsqu'il s'agit de s'imposer sur des problématiques telles que le réchauffement climatique, la promotion de nouveaux types de transports ou encore une critique frontale du capitalisme. Dans ce cadre, le mouvement social se retrouve face à un système d'accès à la décision, que l'on pourrait qualifier de fermé. Si le système est fermé comme le décrit Kirschelt<sup>10</sup>, les groupes mis à l'écart se radicalisent dans leurs revendications et dans leur mode d'action, exacerbant la conflictualité. En outre, en suivant les travaux de Tarrow<sup>11</sup>, il

4. DOUBUSSON S., *La consommation engagée*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.  
5. DECHEZELLE S., « Une ZAD peut en cacher d'autres. De la fragilité du mode d'action occupationnel », *Politix*, vol. 117, n° 1, 2017, p. 91-116.  
6. HOUELLEBECQ M., *Sevornine*, Paris, Flammarion, 2019, p. 93.

7. OLLIVRAUT S., « De la sauvegarde de la planète à celle des réfugiés climatiques : l'activisme des ONG », *Revue Tiers Monde*, n° 204, 2010/4, p. 19-34.  
8. HALPERN C. et LORRAIN D., « HUB (aéroports et ports) », *Flux*, vol. 79-80, n° 1, 2010, p. 140-152.  
9. HALPERN C. et DUPUY C., « Les politiques publiques face à leurs protestataires », *Revue française de science politique*, Fondation nationale des sciences politiques, 59 (4), 2009, p. 701-722.  
10. KIRSCHLIT H. P., « Political Opportunity Structures and Political Protest: Anti-Nuclear Movements in Four Democracies », *British Journal of Political Science*, vol. 16, n° 1, 1986, p. 57-85.  
11. TARROW S., *Power in Movement: Social Movements and Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, coll. « Cambridge Studies in Comparative Politics », 1998.

est possible de repérer des cycles de contestation. Or, en France, depuis une décennie, au-delà des problèmes écologistes, un cycle de protestations s'est constitué de luttes syndicales, de luttes étudiantes variées voire de mouvements sociaux d'ampleur, dont l'apogée a été le très symbolique mouvement des « Gilets jaunes » (hiver 2018-2019). Ces contestations ensuite, ont aussi des espaces plus propices les uns que les autres. Or, le Grand Ouest (Bretagne et Loire-Atlantique) est le terrain de nombreux conflits qui d'ailleurs se propagent et circulent entre urbain et ruralité. Tous ces phénomènes alimentent le caractère inédit des luttes écologistes contemporaines, au point parfois de sous-estimer que ces luttes, tout en s'enracinant sur des terrains singuliers, suivent malgré tout une grammaire éprouvée et ancienne des mouvements sociaux écologistes<sup>12</sup>. L'étude se déclinera en quatre volets : un rappel de l'histoire des modes d'action qui se sont développés dans le mouvement écologiste français depuis son origine ; la dynamique de la Zad en insistant sur le caractère original de ce mode d'action ; NDDL en tant que lieu de socialisation militante rappelant ainsi l'exemple du Larzac ; et enfin, une réflexion sur les types de radicalités écologistes contemporaines qui sans être nouvelles, se déploient face à un système de répression, marqué par l'état d'urgence de 2015.

### DES MODES D'ACTION COLLECTIVE NÉS SUR LE LARZAC OU LA DÉSŒBÉISSANCE CIVILE À LA FRANÇAISE

Lorsque José Bové, devant les caméras, a soutenu le mouvement de NDDL en construisant une cabane, marquant la volonté d'occuper les lieux en 2012, il s'est référé directement avec les manifestants à la désobéissance civile. Connaissant le répertoire d'action des écologistes et le passé militant de J. Bové,

12. OLLIVRAUT S. et VILLABA B., *op. cit.*

cette référence n'est aucunement étonnante. En effet, il s'agit d'analyser comment la Zad s'inscrit dans la dynamique des formes de mobilisation des écologistes construite dans les années 1970.

Les modes d'action collective de la Zad ont effectivement une filiation directe avec la grammaire contestataire des écologistes, marquée par une grande stabilité. NDDL rejoint ainsi la liste des espaces de mobilisations emblématiques des environnementalistes et écologistes. Or, la lutte qui partage le plus de traits en commun avec NDDL est indubitablement le Larzac. En raison de l'occupation prolongée avec le soutien des agriculteurs, de la création d'un espace de développement d'une contre-culture et de la défense d'un espace, les deux luttes appartiennent à la même catégorie. C'est au Larzac que s'est développée – et bien antérieurement à Plogoff – l'idée d'une mobilisation s'inspirant des méthodes de lutte non violentes ancrées dans la désobéissance civile<sup>13</sup>.

Dans le mouvement écologiste encore peu constitué et aux contours peu stabilisés, les luttes paysannes pour la préservation d'un territoire de vie et contre un aménagement imposé sans consultation, ont marqué les années 1970 et changé la donne durablement. La dynamique conflictuelle de cette décennie post-68 a permis les progrès de la législation en matière de concertation et la constitution de l'identité du mouvement écologiste français.

À l'image de tous les mouvements sociaux, les contestations forment le creuset qui permet d'actualiser l'idéologie voire de l'inventer, ces espaces de protestations offrent aussi la possibilité pour les militants d'apprendre des techniques de lutte. Comme tous les mouvements sociaux, l'agir dans l'espace public<sup>14</sup> implique, à un moment ou à un autre, de se confronter avec les forces de l'ordre, de montrer son mécontentement tout en mettant

13. HAVES G. et OLLIVRAUT S., *La désobéissance civile*, Paris, Contester/Presses de Sciences Po, 2013.

14. GOFFMAN E., *Stigmatisé. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Les Éditions de Minuit, coll. « Le Sens commun », 1975 (1963).

en scène sa détermination. Les luttes s'ancrant dans la défense d'un territoire, de normes de vie voire de formes universelles de rapport à l'environnement ou à la nature, comportent leurs propres contraintes. La répression des forces de l'ordre dans les années 1970 était aussi forte que de nos jours, dans un contexte où des groupes d'extrême gauche italiens ou allemands venaient rejoindre les manifestations françaises<sup>15</sup>. Cette transnationalité des formes d'action collective, cette circulation militante a, dès les années 1970, interrogé les militants. Or, les écologistes dès cette époque, ont le souci de ne pas s'isoler de la cause « paysanne » et davantage de l'opinion publique. Leur but était dès cette époque de croiser leurs vues radicalement différentes sur la société (contestation de la société industrielle, de consommation) avec une volonté d'accroître leur écho au-delà des groupuscules révolutionnaires, parfois adeptes de la lutte armée ou du moins s'y référant. José Bové et les militants qui sont venus occuper des fermes sur le plateau du Larzac, ont un double objectif, à la fois lutter mais aussi faire cause commune avec la paysannerie, profondément catholique et ouverte en même temps à un discours universaliste en termes de valeur propre à la première version de l'écologie. Ce type de lutte a aussi pour particularité de devoir « faire montre » de la contestation, en réalisant une partie de l'utopie écologiste sur place en soutenant une autre forme d'agriculture, d'élevage ou de mode de vie paysan<sup>16</sup>.

Cette implantation au sens physique sur un plateau, de manière exogène, a demandé aux militants de s'ajuster aux habitants du Larzac, tout en s'appuyant sur des techniques de luttes qui avaient fait leur preuve. En s'installant sur ce plateau, les militants retrouvaient un Lanza Del Vasto<sup>17</sup>, adepte de la non-violence, prosélyte

15. OLLITRAULT S., *Militier pour la planète...*, *op. cit.*

16. OLLITRAULT S., « Les écologistes français, des experts en action », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1, 2001, p. 105-130.

17. HAYES G. et OLLITRAULT S., *La désobéissance civile*, *op. cit.*

des méthodes de Gandhi dont il avait suivi les enseignements, appuyant les réfractaires au service militaire, à l'époque obligatoire pour les jeunes hommes.

Sans revenir sur quarante ans d'écologie en France, il est clair que la grammaire non violente s'impose au point de constituer l'identité du mouvement voulant mettre en scène davantage la violence de la répression face à des citoyens défendant justement leur cause et leurs valeurs. Cette identité de mouvement renvoie pourtant à une forme de radicalité de l'engagement (jeûne, privation, possibilité de se faire emprisonner pour l'exemple sans opposition violente), qui symbolise les mobilisations écologistes et a nourri également les mouvements altermondialistes, ou encore la plupart des contre-sommes depuis les deux dernières décennies.

La désobéissance civile a effectivement ensuivi influencé d'autres mouvements sociaux, qui s'en réclament souvent sur d'autres types de causes qui ne relèvent pas forcément de l'écologie. En revanche, ce mode d'action, qui s'appuie sur les pratiques et discours de quelques pères fondateurs comme D. Thoreau, Gandhi ou M. Luther King, connaît depuis le début des années 2000 un regain de succès, au point que nombre de groupes s'en réclament pour légitimer une forme de radicalité politique au sein même de notre démocratie.

Il est apparu naturel à NDDL, lorsque le conflit s'est rendu avec menace d'expulsion, que la désobéissance civile devienne un socle permettant d'établir ce pont et de former une alliance objective entre les groupes présents sur le territoire, à savoir les agriculteurs de l'Acipa (Association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport de NDDL) et les jeunes zadistes qui s'installaient (autant pour soutenir la lutte que pour réaliser un projet ayant pour ambition de montrer la viabilité de leur mode de vie).

Avec NDDL, nous retrouvons comme au Larzac, cet espace qui combine la dimension stratégique de tenir le lieu de mobilisation,

qu'un lieu symbolique alliant la préservation du *lieu en soi* (biodiversité, mode de vie des agriculteurs, importance de l'écosystème) à un *lieu pour soi* (espace d'habitat représentant la culture du groupe à savoir écologiste). Peu à peu, ce lieu devient aussi espace d'agrégation de nouvelles luttes (féministes, anticapitalistes) voire cristallisation de contestations politiques, bien plus larges que l'écologie.

## DYNAMIQUE DE LA ZAD ET DES MOUVEMENTS ÉCOLOGISTES DES ANNÉES 2010

La Zad – zone à défendre –, détournement de l'acronyme ZAD – zone d'aménagement différé –, symbolise réellement la continuité de cette inventivité du mouvement écologiste qui est maître dans l'art de reprendre les identités imposées pour les subvertir, souvent avec humour<sup>18</sup>. Or, si nous avons insisté sur les éléments stables de cette mobilisation qui fait de NDDL une lutte écologiste, il s'agit maintenant de comprendre la dynamique inédite de cette mobilisation, qui s'inscrit dans un contexte comportant des singularités propres à ce début des années 2000. Dans ce cadre, la Zad devient aussi, pour le mouvement écologiste contemporain, une forme de lutte qui permet la circularité, une « marque » écologiste des contestations, au point de faire penser que NDDL a permis, du fait de sa longévité sur un territoire, d'incarner une forme de lutte écologiste constituant un format ayant un écho fort dans un contexte de forte désaffiliation du mouvement (et de ses sympathisants) à l'égard des élites, du pouvoir et même de la représentation de leurs intérêts par le parti politique écologiste<sup>19</sup>.

18. Pour cet aspect, je renvoie à ma thèse : OLLIVRAUT S., *Action collective et construction identitaire : le cas du militantisme écologiste en France*, sous la direction F. Neveu, Rennes 1, 1996.

19. BOY D., OLLIVRAUT S. et VILALBA B., 2017, *La triple rupture de l'écologie politique*, Paris, La Fabrique écologique, 2019, note 30, [https://docs.wixstatic.com/ugd/ba2e19\_d8f879c5eaf494f8b0ebd05d4cb1d2d.pdf].

NDDL, à l'image de nombreux conflits environnementaux, s'est ancré dans un tissu de contestations locales. Ce qui fait la différence avec le Larzac et Plogoff, pour ne citer que ces deux exemples, est la remarquable longévité du conflit. Effectivement, il était présent même de manière latente<sup>20</sup>, et le projet sans se concrétiser formait une épée de Damoclès sur la tête des habitants, en particulier des exploitants agricoles.

Là encore, l'expropriation comme souvent, constitue elle aussi une ligne de conflits entre les protagonistes puisque tous les habitants n'acceptent pas de manière unifiée les propositions de compensation. Des clivages peuvent se construire : en tout cas, dès l'origine, les années 1970, la mobilisation des habitants s'organise ce qui renvoie à une mobilisation de territoire, d'habitants directement impactés par le projet d'aéroport. Dans ce cadre, le conflit suit la trame connue des conflits environnementaux localisés qui s'ancrent dans le tissu local.

Revenons sur ce tissu local agricole qui, dans cette partie de la France, reste fortement marqué par un syndicalisme et un réseau associatif de catholicisme social<sup>21</sup>. Ce catholicisme si proche de celui du Larzac, imprègne fortement une représentation de l'activité agricole mettant au centre des préoccupations un rapport au territoire (dirons-nous à la Terre) voire à l'identité professionnelle de l'agriculteur (revendiqué comme paysan)<sup>22</sup>, se démarquant fortement de l'idéal modernisateur porté par des groupes d'intérêt agricole de type Fédération nationale des syndicats d'exploitants

20. Depuis la fin des années 1960 avec des scénarios variant avec le contexte politique et la planification des infrastructures.

21. GERVAIS M., « Nous on se sauve nous-mêmes... », in PORTIER P. (dir.), *Sécularisation et identité paysanne en France de 1940 à nos jours : le cas de l'agriculture paysanne*, Paris, EHESS, 2015.

22. OLLIVRAUT S., « Trajectoires socio-spatiales à l'heure de la mondialisation. Les bénéfices de Greenpeace et les agriculteurs biologiques en Bretagne », in GOIRAND C., COMBES H. et GARIBAY D., *Les lieux de la culture. Ouvrir l'espace pour contester de Madrid à Sanza, Paris/Aix-en-Provence, Karthala/Science Po Aix*, p. 267-295.

agricoles, portant l'identité d'exploitant agricole, et renvoyant à une image de rapport au territoire beaucoup plus technicienne voire managériale. Sans être dans le paysage contestataire des années 1970 occupé par les luttes antinucléaires et les grands projets du type Larzac, ce dossier était déjà une mobilisation à bas bruit<sup>23</sup>, qui avait cristallisé l'attention dans le pays nantrais et pouvait s'éveiller si les pouvoirs publics avaient eu à l'époque la velléité de le mettre sur l'agenda. Les études s'accumulaient, le dossier circulait ; mais il manquait la volonté politique, alors pourrant que se construisait un argumentaire soutenant la nécessité d'avoir dans le Grand Ouest un aéroport de grande dimension dans un but d'aménagement du territoire.

Dans les années 1970 et à la suite de la planification de la période modernisatrice de la présidence du général De Gaulle, les territoires locaux français étaient sous la pression des aménagements décidés à l'échelle étatique, sans concertation au niveau local. Dans ce contexte, les luttes écologistes françaises sont autant mues par une réelle contestation transnationale, portée par des revendications mondialisées comme la protection de la planète et de la biodiversité, que par des enjeux très proches des préoccupations des habitants. De cette alchimie singulière est née l'écologie française. Or, NDDL réunissait déjà tous les éléments pour construire une lutte qui se publicisera dans les années 2000, comme « Astérix » contre « César ».

Au « Rotterdam français<sup>24</sup> », allusion à l'aéroport de grande dimension internationale, s'opposera une poignée d'irréductibles qui ont pour objectif de protéger leurs intérêts patrimoniaux. Par patrimonial, j'entends expliquer — en évitant cet acronyme

délégitimant de NIMBY<sup>25</sup> (Not In My Back Yard) — la capacité d'un groupe à défendre son patrimoine qui comporte autant un aspect financier qu'un aspect symbolique. La perte d'un bien, d'un territoire affecte l'individu autant dans ses intérêts matériels que dans ses fondements identitaires. L'idée juridique de compensation essaie évidemment de juguler cette perte mais anthropologiquement, un propriétaire, d'autant plus un propriétaire agricole qui a une histoire individuelle et collective dans ce territoire, perd avec sa propriété, son investissement affectif, symbolique voire communautaire (un village, un hameau). La volonté de l'État français d'individualiser les impacts de l'expropriation répond effectivement à l'idéal révolutionnaire de 1789, de s'adresser au propriétaire, à l'individu, mais la « République au village<sup>26</sup> » et de nombreux ouvrages marquent bien que la société française dans sa majorité n'eût pas forcément intégré cette manière individualisée de comprendre le politique, voire l'organisation sociale et spatiale. Les associations de défense des habitants remettent en scène ce collectif autant pour défendre leurs intérêts, porter leurs contestations que pour réactiver d'une manière renouvelée cette envie de reconstruire des liens collectifs.

Or, les mobilisations, les contestations y compris les moins radicales, ont pour principe de rapidement créer de nouveaux liens collectifs, qui renforcent les individus isolés face à l'État, aux aménageurs, mais également portent — et c'est ce qui nous intéresse ici ! — une représentation du territoire qui met en ordre, pour paraphraser Michel Foucault, « les mots et les choses<sup>27</sup> » des

23. *Not in my Backyard* : sous-entendant un mouvement de contestation contre un aménagement sans aspiration autre que la protection de son environnement de proximité. OULTRAULT S., « Nimby », in PASQUIER R. (dir.), *Dictionnaire des politiques territoriales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011, p. 346-356.

26. GUONNET C., « La politique au village. Une révolution silencieuse », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 45, n° 4, 1998, p. 775-788.

27. FOUCAULT M., *Les mots et les choses : une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des sciences humaines », 1966 ; BOLTRANSKI L.

23. MCADAM D. et BOUDER H., *Putting Social Movements in their Place: Explaining Opposition to Energy Projects in the United States, 2000-2005*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.

24. Expression du Gouvernement français dans les années 1970.

terres agricoles, un territoire constitué de nombreuses communes, des intérêts individuels fortement différenciés, des aspirations sur ces territoires qui prennent forme et cohérence. Or, NDDL, en terrain de luttes est déjà présent sur l'écran des mobilisations écologistes des années 1970-1980 sans encore se hisser au-delà des agendas locaux (pays nantais, Loire-Atlantique). En revanche, le mouvement écologiste lui se structure, voire commence sa lente institutionnalisation et deviendra un puissant allié lors du pic de mobilisation qui court de la fin des années 1990 aux années 2010.

La chronologie de la mobilisation suit évidemment la circulation du dossier sur l'agenda politique mais il faut insister : le réveil du dossier vient directement du gouvernement Jospin, sous la pression du maire Jean-Marc Ayrault, futur Premier ministre de François Hollande. Le maire de Nantes doit réussir la rénovation urbaine de sa ville dont l'identité industrielle doit muer en une identité de ville du futur, c'est-à-dire attractive pour les classes moyennes supérieures. Comment tenir le paradoxe d'être à la tête d'une ville réunissant les critères de connexion avec l'international, tout en évitant à ses habitants les effets collatéraux (pollution, bruits du trafic d'avions, etc.) ? À cette problématique, s'ajoutent également des enjeux nationaux et le poids de Vinci.

Il ne s'agit pas ici de revenir sur tous les aspects de la question mais de rappeler que la montée en puissance de ce dossier date de la fin des années 1990. Dans ce contexte, NDDL devient pour la Confédération paysanne — redevenue structurante dans l'espace de la contestation écologiste grâce à un José Bové, barattant contre les OGM, l'OMC ou *La malbouffe* (démontage du Mac Do de Millau en 1999) — une nouvelle dynamique de mobilisation, propice à redonner une tonalité positive aux luttes paysannes. Les luttes paysannes contemporaines trouvent également un autre écho après la crise

de la vache folle et les scandales sanitaires multiples<sup>28</sup>. La suspension à l'égard d'une agriculture technicisée et dangereuse pour la santé soutient en réalité fortement l'image de ces « communautés rurales » en lutte porteuses aussi de la symbolique d'une agriculture plus respectueuse de la nature et son environnement.

Dans un contexte de conflit social, qu'il soit environnemental ou non, il ne faut pas sous-estimer l'importance de l'écho médiatique, de soutiens extérieurs ou encore la capacité objective de sortir le conflit local pour en faire un enjeu digne d'un agenda national ou international. La force de l'écologie est de pouvoir porter par ses cadrages, c'est-à-dire ses manières de construire des discours de légitimation, un conflit hyper localisé en conflit symbolisant un enjeu planétaire. Ainsi, cette contestation de NDDL a été littéralement investie par des slogans, des représentations écologistes voire une gestuelle manifestante qui rappelle à la fois le Larzac, avec l'usage des tracteurs dans les manifestations et la protection de la Zad, mais aussi les grandes manifestations altermondialistes avec des formes manifestantes du type « farandole », participation de clowns pacifistes, routes formes d'action directe non violente (*Git-in*, etc.).

NDDL, en se transformant en un enjeu important et réunificateur pour le mouvement écologiste sous la présidence de Jacques Chirac, s'est, en presque deux décennies transformé d'un enjeu de territoire inventé de l'extérieur par les soutiens (partis politiques, mouvement altermondialiste, etc.) en un enjeu de territoire occupé par la contre-culture écologiste. Cette dernière ressent un besoin impérieux de réincarner le « local » à l'heure où les luttes altermondialistes ne correspondent plus aux aspirations de la jeune génération d'écologistes. L'analyse politique de cet enjeu environnemental doit considérer la dynamique propre au mouvement écologiste qui est

et THÉVENOT L., *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.

28. Voir notamment les travaux de D. Torny, sur l'émergence de ces scandales : TORNY D., « La traçabilité comme technique de gouvernement des hommes et des choses », *Politix*, vol. 44, n° 4, 1998, p. 51-75.



## LIEU DE SOCIALISATION D'UNE GÉNÉRATION OU LA ZADÉSIATION DE LA PROTÉSTATION

La mobilisation de NDDL connaît des temporalités différentes tant cette concentration longue s'est engagée dans de nombreuses arènes différentes (médiatiques, juridiques). Cette diversité de registres d'action, qui a émaillé l'ensemble de la mobilisation depuis son origine, a connu une rupture à partir des années 2010, en se focalisant sur le mode d'occupation dire la Zad, puis le répertoire d'actions<sup>32</sup> « zadistes » qui peu à peu est devenue une identité militante, « le zadiste ».

Cette mobilisation a littéralement inventé la dénomination pour en faire une catégorie qui va ensuite innover l'ensemble du mouvement de protestation écologiste. Le « zadisme » a construit une jonction entre les protestations environnementales *stricto sensu* et l'ensemble des mobilisations anticapitalistes. Ce modèle attrape-tout comporte des avantages indéniables permettant l'extension de la lutte sociale, tout en faisant perdre au mouvement la lisibilité de la lutte initiale en devenant une mobilisation d'une autre nature.

Le travail militant qui s'effectue lors d'une mobilisation aussi longue est indéniablement un véritable cas d'école qui ne sera pas analysé dans ces développements. Toutefois, nous pouvons ouvrir quelques pistes de réflexion suggérant que, si la version zadiste a pris le devant de la scène à partir des années 2010 (plus précisément en 2012), c'est à la fois lié à la dynamique propre de la mobilisation mais également en réponse à la répression étatique soutenant l'accélération soudaine du processus en voulant lutter contre cette occupation. Or, si le Larzac ou encore Plogoff ont bien connu des épisodes de remise en cause de l'État, la contestation anticapitaliste contemporaine se nourrit de la socialisation de jeunes militants aux contre-Sommets mondialisés qui critiquent

32. TILLY C., *La France conteste de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986.

vivement le modèle contemporain de la démocratie représentative (dénonciation de l'aspect facile des procédures de concentration). Pour le mouvement, NDDL devenait un territoire sur lequel il fallait tenir, incarner la lutte.

D'un espace de mobilisation<sup>33</sup>, il est admis de présenter analytiquement qu'il peut être l'enjeu de la *lutte* (défense du territoire pour ces caractéristiques propres, souvent les luttes écologistes, urbaines ou d'habitants) ou enjeu de *tenir le territoire* (en raison de sa symbolique et à l'égard de l'adversaire). En cas d'occupation du type « *Occupy* », « Les Indignés » ou « des places », la mobilisation se met en scène dans l'espace public et ce territoire devient par l'engagement lieu de colère. Dans celui des luttes écologistes de longue durée comme Plogoff, le Larzac ou NDDL, les deux s'entremêlent et au fur et à mesure, la lutte pour l'enjeu *territorial devient lutte pour un enjeu de lutte écologiste*, c'est-à-dire pour montrer la capacité de mobilisation et d'engagement avec la mise en scène de la contre-culture.

La « zadésiation » de la lutte a commencé par une dynamique de contestation pour le Climat (Camp Climat, 2009) conjugué à un répertoire d'actions bien rodé par les luttes de la Confédération paysanne et de l'ensemble du mouvement écologiste dans le sillage du Larzac ; puis des luttes anti OMC et anti OGM<sup>34</sup>. La dynamique « Astérix » répondant aux opérations policières « César », a incarné — au point d'être caricaturale — cette opposition entre des « citoyens en colère » contre une police vue comme faisant irruption et détruisant les occupations. La violence était clairement dans le camp de l'État au point que l'image médiatique et le discours élaborés par José Bové répondaient strictement à la grammaire de dénonciation classique constitutive de la

33. BONNY Y., OLLITRAULT S., KEERLE R. et LE CARO Y., *Espaces de vie, espaces enjeux. Entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011.

34. Entretien avec une élue BELV en 2015.

désobéissance civile, à savoir l'État oppresse la voix citoyenne. Sans revenir sur l'ensemble des épisodes qui ont émaillé la lutte depuis 2012, l'univers de la répression militante est monté graduellement en puissance (2008 : prélèvement de l'ADN lors de gardes à vue à la suite de manifestations, puis à partir de 2015 : état d'urgence). La dynamique de radicalisation n'est pas seulement un phénomène propre au militantisme qui se heurte à la fermeture d'un système qui ne reconnaît pas ses revendications, voire pour les plus extrémistes, une refondation de la société, la plupart des mobilisations ne se radicalisent que lorsqu'il y a conjonction de deux facteurs : sentiment de ne pas être entendu par le système politique en place et répression qui amène moins à la démobilisation qu'à une reformulation de la stratégie des protestataires, qui peu à peu s'ajustent aux modalités de confrontation (allant de la simple mobilisation radicale à une véritable guerre civile)<sup>35</sup>.

Ainsi NDDI a constitué un laboratoire stratégique et idéologique des luttes écologistes en France au sens où s'organisent de véritables débats et mises en cohérence idéologique pour s'entendre entre militants y compris avec leurs variétés de positions, d'intérêts, tout en devenant par la Zad un lieu de formation à l'occupation pour les plus engagés à long terme, à une forme de réassurance identitaire pour les jeunes qui y passent (allant des jeunes étudiants pour un week-end ou une saison aux plus errants, en déshérence sociale et économique). Ce brassage qui se fait côtoyer des jeunes exclus avec des jeunes qui organisent leur exclusion sociale<sup>36</sup> pour reconstruire une autre société à côté des habitants d'origine, conduit évidemment à des frictions voire à des conflits.

35. OLLITRAULT S., HAYES G. et DUROUR P., « Radicalisés et radicalisations. La fabrication d'une nouvelle "norme" politique ? », *Lien social et politique*, n° 1968, 2012.

36. FERRON C., mémoire de M2 recherche, septembre 2018, sous la direction Neveu E. et Ollitrault S.

Mais la Zad est née de cette circulation, de cette connivence, de cette juxtaposition de groupes.

En revanche, la confrontation à la violence a peu à peu demandé au groupe une réflexion sur les bornes du rapport à la violence : jusqu'où la non-violence était-elle opératoire ? Comment réagir aux assauts de la police ? Là encore, au fil du temps, et parce que des manifestations dans les centres urbains bretons (Nantes et Rennes) ont connu aussi une répression et une volonté politique de séparer les plus violents des autres, il y a eu cette expérience commune de la tactique à mener en cas de répression qui a amené à des procès, à produire des blessés et un mort en 2014, Rémi Fraisse (à Sivens, une autre Zad<sup>37</sup>). Vu la grande circulation des militants sympathisants sur ces divers sites de mobilisation au national voire à l'international, peu à peu une « geste manifestante » s'est établie – bien rodée du côté militant et bien connue des forces de l'ordre : identification des groupes les plus violents dont il faut ou non se désolidariser au moment du *summit* de la manifestation, connaissance fine des modes opératoires policiers qui fait anticiper les stratégies soit de confrontation soit de contournement. La Confédération paysanne au début de la période jouait le rôle, par son passé de lutte, d'encadrement des manifestations y compris dans le registre de l'action directe non violente, et peu à peu ses modes opératoires ont été revus et surtout contrariés à la fois par les militants et les forces de l'ordre qui ont bouleversé la geste manifestante.

Le zadisme, devenu une marque militante, est réinvesti sur d'autres terrains de conflits sociaux bien éloignés de NDDI, mais partageant le fait d'être une lutte de territoire devenant peu à peu celle dénonçant un système niant les valeurs écologistes, humanistes et par extension devenant antisystème. Autant

37. OLLITRAULT S., « Sivens traduit l'exaspération face au silence de l'État sur les questions écologiques », *Le Monde*, Tribune, 24 octobre 2014.

l'identité collective de territoire est plus relâchée au niveau de NDDL, tout en permettant une extension de lutte propice à la publicisation de l'enjeu dans les années 2012-2018, autant cette identité par sa malléabilité a permis d'être exportable sur d'autres sites de contestations écologistes et par conséquent de leur conférer une universalité, les faisant entrer dans des luttes antisystrèmes.

Il est évident que cette nouvelle identité de lutte a aussi conduit à de nouvelles recompositions des groupes, souvent les radicalisant — « les naturalistes en lutte » par exemple. La Zad a permis de mettre ensemble et en cohérence, l'enjeu localisé du groupe d'habitants d'origine avec des groupes naturalistes plutôt « pacifistes » et conservateurs en termes de modes d'action (recours au droit, à la pétition, voire au lobbying), les politiques (les élus Europe Écologie les Verts, puis Nicolas Hulot ou des élus locaux) puis les syndicats notamment de l'aéronautique et le milieu le plus radicalement anticapitaliste.

Ainsi, NDDL a ré-inventé l'occupation, rappelant les traits communs du Larzac (installation — manifestation — lieu de formation idéologique et stratégique) tout en s'ajustant aux aspirations et aux expériences d'une nouvelle génération militante déçue par les contre-Sommets et socialisée à la violence des États sous une forme renouvelée (état d'urgence). Dans ce cadre, des actes militants deviennent peu à peu criminalisés. Les écologistes connus pour leur grammaire militante non violente tout en étant radicale (*sit in* ; dénonciation parfois tapageuse de telle ou telle pratique) glissent dans une catégorie militante à réprimer. Ce phénomène s'est vu aux États-Unis lorsqu'après 2001, la répression antiterroriste a englobé certaines formes militantes dont les « éco-warriors » devenus une catégorie de type terroriste. Dans notre cas, les écologistes apparaissent également de plus en plus assimilés à ces catégories.

### RÉPRESSION ET CONSTRUCTION IDENTITAIRE : COMMENT « ZADISTE » DEVIENT UNE MARQUE DE RADICALITÉ ?

La construction identitaire d'un individu, d'un groupe est une coconstruction entre la cohérence que cet individu ou ce groupe essaient de maintenir dans les représentations sociales ou dans sa psyché interne, et l'environnement qui la constitue<sup>38</sup>.

La Zad, rappelons-le encore, est avant tout un mode d'occupation de l'espace. Il s'agit de créer un espace d'occupation et d'expérimentation contre-culturelle, voire contre politique. Dans un sens, il s'agit d'organiser un espace qui incarnerait les normes et valeurs dans lesquelles les acteurs se reconnaissent à savoir des types d'agriculture, d'organisation sociale (égalité — nouveaux rapports de genre, de couples) ou encore une rupture avec la société (en maintenant souvent un lien social en vivant des aides sociales du type RSA). Souvent l'engagement s'assimile pour les plus investis à une réelle rupture biographique<sup>39</sup>, c'est-à-dire une remise en cause identitaire, un choix de vie et parfois une rupture avec la société et les liens de socialisation antérieurs. Il existe évidemment des variantes pour chaque individu qui ne rompt pas avec l'ensemble des réseaux antérieurs, voire bascule par pallier en commençant par des liens de sociabilités militants. Toutefois, ce réalignement identitaire, qui est une variable lourde et commune à tous les écologistes ou sympathisants qui se socialisent au fur et à mesure de leur engagement à de nouvelles pratiques, en exigeant

38. BECKER H., *Outsiders : études de la sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985 ; DARMON M., *La socialisation*, 3<sup>e</sup> édition augmentée, Paris, Armand Colin, coll. « 128 », 2016.

39. SIMÉANT J. et DAUVIN P., *Le travail humanitaire : les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris, Presses de Science Po, 2002. Cet ouvrage précise la notion de rupture biographique en s'appuyant sur un engagement militant exigeant également une intensité biographique forte, y compris par des passages à l'expatriation.

pour eux-mêmes de l'exemplarité, rappelle le phénomène des conversions, au sens de devoir incarner l'idéologie d'autant plus exigeant qu'elle est contre-culturelle ou en dissonance avec les normes ambiantes de la société<sup>40</sup>.

Cette Zad, à son origine, rappelle évidemment les formes antérieures d'installation rurale comme l'ont pratiquée les néo-ruraux voire les militants du plateau du Larzac<sup>41</sup>. Toutefois, la confrontation à la violence, à la résistance et cette forte circulation militante ont fait que les occupants et sympathisants sont devenus « zadistes », recourant irrémédiablement en raison de la couverture médiatique d'un côté, et des forces de l'ordre de l'autre, à des formes d'action violentes. Or, cette violence est surtout due aux interactions, lors des manifestations et de la résistance, aux opérations policières de « nettoyage » de la zone. Ce basculement a eu lieu à partir de 2015 en particulier, sous l'effet de la déclaration de l'état d'urgence, de l'usage plus fort et répété de la part de la police de la répression et parallèlement de la vélocité de certains groupes très organisés, ciblant les banques, les locaux d'agences immobilières et certaines enseignes commerciales. Ces scènes de « guérilla urbaine » répétées dans les villes du Grand Ouest (Nantes et Rennes) ont contribué à faire du « zadiste » une autre catégorie fourre-tout qui renvoie autant à l'utopie écologiste qu'à certains types d'action directe violente.

Dans ce cadre, les « zadistes » ont évidemment construit des stratégies de réassurance identitaire en particulier dans les réseaux militants qu'ils développent sur Internet ou par le biais de publications. Il n'empêche que leur radicalité (naguère on aurait dit « extrémisme ») fait que l'État essaie de reprendre la main en

40. Voir le programme de recherche SYMBIOS sur l'exemplarité comme engagement politique : coordination CENTEMER L. et GLUDAS R., [https://symbios.hypotheses.org/1051].

41. FRANQUENAGNE G., « La mobilisation socio-territoriale du Larzac et la fabrique de l'authenticité », *Espaces et sociétés*, vol. 143, n° 3, 2010, p. 117-133.

établissant des catégories au sein du mouvement social au point de délégitimer les uns au profit des autres. Cette dynamique a pourtant moins de prise que dans les années 1970, lors de l'apogée du mouvement anticnucléaire ou environnementaliste, époque où l'État ouvre la table des négociations aux associations environnementalistes les plus enclines à construire des contre-propositions expertes face à l'idéologie des militants les plus politisés. L'option techniciste, afin d'enlever les aspérités de la contre-société, est la stratégie habituelle adoptée lors de la mise en place de politiques publiques. Au moment de la résolution du conflit avec l'abandon du projet d'aéroport, ce scénario se rejoue en 2018, en créant des catégories entre habitants et zadistes ; puis l'État, jugeant de la viabilité des projets zadistes, reprend ainsi la main sur ce qu'il estime un projet digne d'être présenté comme une future structure agricole.

Peu à peu, en particulier en mars 2018, le zadisme qui, de plus s'exporte sur d'autres espaces de lutte, devient un mode d'action d'autant plus rebelle et radical que NDDL n'est plus un enjeu de mobilisation. Le traitement médiatique, la mise à distance de certains habitants face à ces militants qui apparaissent porter des valeurs trop éloignées des leurs, renvoient donc cette forme d'occupation, de désobéissance civile<sup>42</sup> presque à une radicalité délinquante. Ainsi, le zadisme tombe presque dans le langage commun, au point de devenir une catégorie renvoyant à des phénomènes différents : « on a vu des zadistes auprès des gilets jaunes », on craint les zadistes lors de manifestations. Le zadiste devient « casseur », renvoie aux « *Black Blocks* » – pourtant à différencier –, voire à toutes formes d'anticapitalisme<sup>43</sup>.

42. SOMMER I., HAVES G. et OLLITRAULT S., *Breaking Laws: Violence and Civil Disobedience in Protest*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2019.

43. Couverture médiatique depuis l'hiver 2018 et avec le paroxysme en 2019 lors de la mobilisation des Gilets jaunes.

Ainsi, cette lutte locale a créé une catégorie d'identité militante, voire une norme d'occupation d'espaces qui, maintenant, fait sens dans le paysage des manifestations et des protestations françaises. Il est dommage que le traitement médiatique voire l'usage courant fasse perdre de vue que l'expérience était aussi de l'ordre de l'expérimentation d'une société décroissante plus respectueuse de l'environnement, d'un laboratoire d'idées au service de scénarios pouvant penser la transition des sociétés à l'heure de la mise sur agenda du réchauffement climatique.

Tout le voler de production de normes, de valeurs a été sous-estimé face à une forme militante qui a capté l'attention des médias, puis a été manipulée à des fins de délégitimation par les politiques, au point de devenir presque un stigmate ; stigmate<sup>44</sup> dont les groupes les plus radicaux se saisissent quand d'autres essaient d'y échapper.

La dynamique de la mobilisation de NDDL marque que le conflit est passé d'environnemental, suivant une grammaire d'organisation proche du modèle du Larzac, à une création d'un mode d'action imprégnant l'exemplarité militante et la radicalité de l'opposition : le zadisme.

De ce conflit, nous devons tirer plusieurs enseignements, à la fois utiles à la science politique et à l'entendement de ce phénomène social. Tout d'abord, si la grammaire de la mobilisation écologiste s'est stabilisée après près de cinquante ans de lutte (recours aux médias ; désobéissance civile ; bataille juridique ; lobbying ; mise en scène des territoires à défendre), le contexte de mobilisation est inédit autant par la mondialisation des enjeux (Vinci ; socialisation militante aux contre-sommets ; circulation militante et intensification des échanges médiatiques) qu'en France, par les formes de régulation étatique de l'occupation de l'espace public par les contestations (législation plus rigoureuse ;

procès militants et volonté de protection des centres urbains). La violence s'est peu à peu ritualisée sous l'effet double d'une radicalité militante de niche qui progressivement, s'est « normalisée » au sens d'une inscription dans le rituel de la manifestation. Cette nouvelle routinisation fait que les écologistes, y compris non violents, anticipent cette tension, voire constituent une part de ses pratiques.

Ces tensions ont eu pour effet de compter un mort à Sivens parmi eux et de nombreux blessés dont certains graves. Dans ce contexte, l'engagement dans l'écologie comporte plusieurs volers : le soutien à un engagement de type exemplaire<sup>45</sup> dans les pratiques et les valeurs, une montée en radicalité de l'engagement (criminalisation possible) et une forme de socialisation aux rapports de force avec la police. Tous ces éléments n'étaient pas forcément présents lors de la mobilisation des habitants, qui ont aussi peu à peu pris l'habitude de vivre avec les zadistes et même de pouvoir les aider, voire de les soutenir<sup>46</sup>. La violence de plusieurs assauts ont aussi produit cet effet « village d'Astérix » qui a été utile pour consolider le groupe tout en galvanisant leur détermination. Dans ce jeu, l'État a évidemment voulu délégitimer certains groupes, les « zadistes », voire trier les bons interlocuteurs. Cette stratégie n'est pas novatrice mais par le renforcement de soutiens extérieurs, par la longévité du conflit, NDDL a joué dans les luttes écologistes de ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, un rôle de catalyseur voire de lutte qui entre dans le panthéon militant.

45. Voir journée d'étude internationale organisée par BARRAS M., OLLITRAULT S. et RENOUD G., dans le cadre du projet ANR « SYMBIOS » : *Les mouvements sociaux de transition vers une société sobre : l'exemplarité comme engagement politique. Quêtes de cohérence, pratiques participatives et construction du collectif dans les mouvements sociaux contemporains*, 13-14 juin 2018, MISHA Strasbourg.

46. DECHEZELLES S. et OLIVE M., « Les mouvements d'occupation : agir, protester, critiquer », *Politix*, n° 117, 2017/1, p. 7-34.

44. GOFEMAN E., *Stigmatis...*, *op. cit.*



Ainsi, ce territoire délaissé, cette mobilisation à bas bruit, ont en deux décennies pris une dimension nationale voire internationale, tout en inventant un mode d'action, « le zadisme », qui s'exporte sur de nombreuses contestations et les réinventent.

**Haut lieu de l'habiter en conscience d'habiter,  
coalition hétérogène et refondatrice,  
monstre métropolitain, etc.,  
peut-on apprendre de la Zad  
et de ses mondes ?**

Frédéric BARBE

Le projet de nouvel aéroport du Grand Ouest à 30 km au nord de Nantes est un projet d'aménagement imaginé à la fin de la période gaullienne. Mis en chantier politique et administratif au début des années 1970 (choix de l'aménagement, du lieu, de la modalité technique et la création de la zone d'aménagement différé – ZAD – en 1974), il est suspendu et quasiment oublié pendant plus de deux décennies. Le projet est ensuite réactivé au début des années 2000 sous le double effet de la montée en puissance métropolitaine et d'un nouvel axe de développement attractivité/tourisme, dont l'autorité politique nantaise mais aussi le département et la région vont faire l'un des piliers de leur politique et de leur imaginaire. Les grands élus du territoire, qu'ils soient de gauche ou de droite, hors les écologistes, sont alors quasi unanimes dans leur soutien au nouvel aéroport. Ce grand projet s'inscrit en effet idéologiquement dans la pensée du développement français de l'après-guerre, modifiée dans sa dernière version par le tournant participatif (débat public de 2002-2003) et les formes nouvelles de privatisation de l'action